

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Strasbourg, le 08/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CEDILOR

Rue du Bois de Coulange
Malancourt la Montagne
57360 Amnéville

Références : AMNEVILLE_CEDILOR_2026-04-01_RAPVI-action-maintenance_LJ_02788
Code AIOT : 0006201477

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement CEDILOR implanté Rue du Bois de Coulange Malancourt la Montagne 57360 Amnéville. L'inspection a été annoncée le 20/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale sur la stratégie de maintenance, en particulier sur les sites Seveso.

En effet, les opérations d'entretien et de maintenance des différents équipements, et notamment les équipements intervenant sur la sécurité, sont essentielles pour le maintien dans le temps de leurs propriétés et de leur efficacité et ainsi pour la prévention des accidents.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEDILOR
- Rue du Bois de Coulange Malancourt la Montagne 57360 Amnéville
- Code AIOT : 0006201477
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société CEDILOR exploite des installations de traitement et de valorisation de déchets industriels, autorisées par arrêté préfectoral n°2019-DCAT-BEPE-222 du 19 septembre 2019.

L'établissement est réglementé au titre des ICPE aussi notamment par l'arrêté ministériel :

- du 4/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- du 26/5/2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Maintenance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 (partiel)	Sans objet
2	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 (partiel)	Sans objet
3	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
4	Intervention de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 (partiel)	Sans objet
5	Intervention de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 3	Sans objet
6	Contrôle des opérations de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 (partiel)	Sans objet
7	Retour d'expérience sur les opérations de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette inspection, aucune non-conformité n'a été relevée. Seules deux pistes d'amélioration ont été soulevées (plan de prévention à compléter avec l'horaire des passages de vérification,

meilleure information des prestataires sur les activités et les risques du site).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2026, 1. Gouvernance de la maintenance
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. [...]
Constats : Les maintenances préventives et correctives sont suivies par deux services (service maintenance et service travaux neufs automatisme) en lien avec l'équipe QSE du site. L'organigramme du site présenté à l'Inspection fait bien apparaître ces deux services. Le Responsable maintenance, en charge du service maintenance, gère de manière générale ce sujet au sein du site (réseau incendie, vérifications en interne,...). Certaines unités peuvent cependant gérer directement cette thématique (pour la chaudière par exemple). La gouvernance mise en place est liée à l'organisation du site. Elle semble efficace, aucune non-conformité n'a été relevée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2026, 3. Modalités de coordination avec les entreprises extérieures
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. [...]
Constats : Chaque intervention du site est soumise à un plan de prévention. Celui-ci est la plupart du temps signé ponctuellement, mais un plan annuel peut également être réalisé en cas d'interventions

répétées.

Les plans de prévention sont stockés à un emplacement sur le réseau et peuvent être facilement retrouvés. Le modèle du document y figure également. Cela a été vérifié lors de l'inspection.

Lors de la mise à jour de ce document, une diffusion est faite par mail et pendant les réunions d'information des managers (vu CR réunion exploitation du 23/03/2026 qui stipule la dernière mise à jour du plan de prévention).

Ce document est complet, avec notamment des informations générales, une partie sur les risques et mesures de prévention, la gestion des documents et des déchets, et la signature et réception du chantier.

Des exemples ont été observés par l'Inspection :

- Vu plan de prévention signé le 21/10/2025 avec un prestataire venu sur le contrôle des sorbonnes;
- Vu plan de prévention du 16 au 18/03/2026 avec le prestataire qui intervient sur la détection incendie;
- Vu plan de prévention complété le 13/03/2026 pour un chantier en cours le jour de l'inspection. Cela concerne la création d'un chemin piéton en enrobé et d'une reprise de dalle avec création d'un accès au chapiteau;
- Vu plan de prévention initié le 24/03/2026 pour un remplacement de climatisation en cours le jour de l'inspection.

Tous les plans de prévention observés étaient complets, avec le soin de les faire signer au fil de l'eau en cas d'évolution des personnes extérieures présentes sur le site. Aucune non-conformité n'a été relevée.

Par ailleurs, l'Inspection s'est rendue sur le site afin d'échanger avec l'entreprise extérieure qui réalise les travaux de voirie susmentionnés.

Le chef de chantier disposait d'une copie du plan de prévention. Il avait également connaissance des risques sur le site et des consignes en cas d'alarmes (lieu de point de rassemblement notamment). En revanche, il n'avait que très peu connaissance des activités du site. C'est un point de vigilance qu'il convient de bien prendre en compte, même si l'exploitant précise que ce prestataire est déjà venu plusieurs fois et qu'il avait bien été informé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est invité à assurer une meilleure information des prestataires sur les activités et les risques du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Actions nationales 2026, 4. Planification des opérations de maintenance

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une nouvelle GMAO (gestion de maintenance assistée par ordinateur) en remplacement de l'ancienne qui était spécifique au site. Celle-ci n'est pas encore totalement opérationnelle, elle est complétée progressivement.</p> <p>Son utilisation a été vue lors de cette inspection. Elle permet notamment de programmer les différentes opérations de maintenance à réaliser avec des systèmes d'alertes avant les échéances. A titre d'exemple, son fonctionnement a permis de constater le bon suivi du nettoyage des cuves, et de la vérification hebdomadaire du contrôle de la source d'eau et du poste du système d'extinction automatique (Mesure de Maîtrise des Risques (MMR)) identifiée dans l'Étude De Dangers (EDD)) situé au niveau des alvéoles de stockage.</p> <p>Concernant cette MMR, les points suivants ont également été observés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le contrôle semestriel par un organisme agréé (vérification de l'alarme, manœuvre vanne, contrôle visuel du réseau) a bien été réalisé : vu rapport du 09/09/2025, vu plan de prévention du 20/03/2026 pour le passage du prestataire la semaine dernière (rapport non encore reçu le jour de l'inspection). • le contrôle annuel par un organisme agréé (contrôle du groupe incendie) a bien été réalisé : vu rapport du 18/02/2026. • le contrôle triennal par un organisme agréé (contrôle des joints, démontage des clapets, changement des joints du poste, manœuvre et graissage des vannes) semble avoir été réalisé en 2023, mais seuls le devis et la facture ont été retrouvés. Le prochain est bien prévu cette année. <p>Concernant ce dernier point, le rapport a finalement été retrouvé et transmis le jour même par e-mail à l'Inspection : vu rapport des travaux réalisés du 03 au 06/07/2023. Celui-ci conclut que l'installation est opérationnelle.</p> <p>En conclusion, aucune non-conformité n'est à signaler en lien avec la planification des opérations de maintenance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Intervention de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2026, 5. Modalités d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>[...]</p>
Constats :

<p>Le modèle de plan de prévention est très complet et prend en compte les risques liés au site. Dans les exemples observés, le personnel intervenant sur les opérations de maintenance concernées disposait bien de l'ensemble des informations requises pour mener à bien son intervention.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Intervention de maintenance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, 6. Procédures et instructions de maintenance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 26/05/2014</p> <p>Annexe I point 3</p> <p>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p> <p>Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système.</p> <p>Arrêté du 04/10/2010</p> <p>Art. 59 Consignes d'exploitation et de sécurité.</p> <p>[...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour vérifier ce point, l'Inspection s'est focalisée sur le système d'extinction automatique (MMR évoquée dans un point précédent).</p> <p>Pour le contrôle réalisé en interne, un mode opératoire a été présenté.</p> <p>Pour les contrôles réalisés par l'organisme agréé, c'est le même organisme qui a installé l'équipement qui intervient. Il a donc une bonne connaissance de celui-ci.</p> <p>Quelques consignes sont décrites dans des documents internes, comme par exemple l'EDD (pages 391 à 394/406). Elles sont plus détaillées dans le cahier des charges qui a permis de valider l'installation.</p> <p>Les informations figurent dans plusieurs documents, mais elles ont été retrouvées rapidement. Aucun risque n'a spécialement été identifié, et aucune non-conformité n'est à signaler.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Contrôle des opérations de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2026, 7. Contrôle des opérations de maintenance (organisation mise en place)
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. [...]
Constats : Dans le formulaire de plan de prévention, une partie concernant le suivi de chantier est proposé. Elle permet de tracer le passage d'un employé du site venant s'assurer que les consignes sont bien respectées. A titre d'exemple, l'exploitant est passé les 17 et 18/03/2026 sur un chantier qui s'est déroulé du 16 au 18/03/2026. La date et le nom du signataire y figurent bien, mais pas l'horaire de passage. Afin de disposer d'une meilleure traçabilité, il mériterait d'apparaître. En cas de non-respect des consignes, une anomalie est relevée et des actions sont mises en place. Plusieurs exemples ont été observés dans le tableau de suivi des anomalies du site. Des actions pertinentes et adaptées ont systématiquement été mises en place pour chacune des anomalies observées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est invité à compléter la partie du plan de prévention destinée à tracer le passage d'un employé sur le chantier, en y ajoutant l'heure du passage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Retour d'expérience sur les opérations de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2026, 8. Analyse a posteriori
Prescription contrôlée : [...] Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : Comme évoqué au point précédent, en cas de non respect des consignes ou de tout autre situation non conforme relevée, une anomalie est formalisée et des actions sont mises en place. Plusieurs exemples ont été observés dans le tableau de suivi des anomalies (non-port des EPI, co-

activité non compatible, changement de pneu d'un camion sans plan de prévention,...). Des actions pertinentes et adaptées ont systématiquement été mises en place.

Le site bénéficie également du retour d'expérience du groupe Veolia, ce qui permet de s'enrichir d'évènements qui se sont déroulés sur d'autres sites. L'exemple d'un accident avec la grille d'un silo a été présenté par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite